

EN BREF...EN BREF...

21/04/12

Crédit CDC

La marge sur Prêt de l'enveloppe de la CDC serait de 3,20%. Si les banques commerciales prennent ce chiffre à témoin, le niveau des marges 2012 risque de rester durablement élevé.

15/04/12

BCE

La BCE a prêté en mars plus 1000 milliards d'€ aux banques dont une partie sera utilisée à l'achat des obligations souveraines. A la lumière des récentes tensions sur le coût du financement des Etats, il semble que les effets positifs se soient rapidement estompés.

18/04/12

La chine investit

Très récemment, CHINA DEVELOPMENT BANK a (aurait) accompagné une collectivité locale française. A l'heure de la mondialisation l'argent n'a pas de frontière, et avant crise, soyez rassuré, les banquiers s'y rendait à votre place.

20/04/12

Emprunt en Franc suisse

Le niveau de la parité €/CHF (Franc Suisse) invite à la plus grande prudence. A un niveau déjà très bas (1,20) et avec une banque nationale suisse qui a décidé d'enrayer coûte que coûte cette baisse, les perspectives de temps meilleur sont fortes, sauf si la crise de l'euro s'accroît. A suivre.

Présentation du BP 2012 et du CA 2011

C'est chose faite désormais, votre BP 2012 a été voté ainsi probablement que votre CA. Vous souhaitez garder une trace écrite lisible par tous et haute en couleur de vos grandes orientations budgétaires 2012/2011, LocalNova met à votre disposition, **gratuitement en accès libre et numérique**, un Kit de présentation simplifié, saisissez en ligne vos données et recevez automatiquement le document.

ESSAYER >

23/04/12 | 07:00 | Frédéric Maury

Sommes nous tous des Grecs ?

La crise Grecque a fragilisé le dogme du risque souverain mais aura-t-elle également des conséquences sur les collectivités locales françaises ?



Pas de doute, la crise grecque de 2011 a fait voler en éclat le dogme du risque zéro dont bénéficiait le secteur public étatique. Rappel des faits, l'Etat Grec émet des titres obligataires pour emprunter sur les marchés, il sollicite pour cela les agences de notations pour obtenir son Rating (sésame indispensable pour classer le niveau de risque) les investisseurs internationaux achètent le papier émis à un prix déterminé par la classe de risque (ndlr celui de la Grèce). Le schéma est jusque là parfaitement normal. En apurant récemment près de 50% de la Dette grecque, la communauté

européennes et françaises restent étroitement liées à leur principal sponsor financier « l'Etat », il est naturel et parfaitement logique de penser que le risque du secteur public local en a été impacté. **La caricature s'arrête toutefois là** car les collectivités locales **tiennent globalement leur cap budgétaire** et restent bien connues de leurs partenaires bancaires mais cette

La caricature s'arrête là car les collectivités locales tiennent leur cap budgétaire.

situation devrait probablement modifier les conditions de refinancement de ces mêmes banques dès lors qu'elles s'adressent à ces mêmes investisseurs en leur

européenne a parfaitement joué son rôle de stabilisateur de notre monnaie mais a dans le même temps, donné le signal aux investisseurs hors zone euro que le risque zéro du secteur public n'existait plus et comme toutes les collec-

jurant que le secteur public est préservé de tout défaut. Le meilleur moyen de démontrer le contraire sera que le secteur public local réaffirme son excellence budgétaire et prolonge son cap budgétaire. —



Le Qatar, Bâle...et la planète Mars

Aussi invraisemblable qu'il puisse paraître, ces trois destinations associées, sont les termes de l'équation opposée au secteur public actuellement. Illustrons notre propos à l'appui d'un exemple empruntant des personnages fictifs mais traitant de situations bien réelles. Un émir du Qatar, passionné de football et de fleurons du CAC 40, a décidé, à la faveur d'une promenade dans l'une de nos très belles régions d'apporter son concours à la réalisation d'un projet d'investissement public local, une piscine municipale. Sans hâte, intermédiation bancaire oblige, il manifeste son souhait auprès de l'un des banquiers de la place pour s'enquérir des règles en vigueur. Le banquier le berce à l'ennui, bien involontairement, des nouvelles règles imposées aux acteurs financiers par le comité de Bâle. Le dit comité lui impose, depuis la crise, de nombreux et savants ratios, de solvabilité, de

liquidité, de fonds propres, de bilan, de(stoppons cet inventaire fastidieux), afin de prévenir tout risque de défaut mais **créant au passage des kilomètres entre les besoins de financement et les capacités d'y pourvoir** et conduisant in fine à une absence d'activité de crédit bien plus aisée à organiser qu'à son développement. Les durées longues vont donc constituer de sérieux problèmes, les fonds propres à allouer à chaque prêt vont augmenter... et c'est ainsi que de Qatar en Bâle, le secteur public, sans vraiment le savoir et à ses dépens, vient d'atterrir sur la planète Mars. Alors que dans cette nouvelle équation, celle mesurant la distance entre les besoins d'investissement public et l'application de règles prudentielles pour les banques, la contribution positive des acteurs locaux devrait être beaucoup plus prise en compte. —

Recherche épargnant local désespérément.

La trêve présidentielle ne sera que de très courte durée pour le secteur public local dont la saisonnalité budgétaire n'a jamais été rythmée au gré des élections. Élus et responsables administratifs reprendront le chemin de Compostelle à la recherche du Graal financier : **le prêt bancaire**. Nul doute que les portes ne restent qu'entrouvertes, pendant quelques temps encore, car la BPDFL n'a pas encore été créée, que les quelques banquiers de la place encore actifs s'observent prudemment et que la bonne volonté manifeste de la CDC comporte ses limites quantitatives. Quel que soit le résultat des urnes, le locataire de Matignon devra remettre son métier sur l'ouvrage car de rumeurs en articles et en témoignages **le compte n'y est pas** voire plus. Le crédit est rare et cher, le projet d'agence de financement se heurte désormais à la problématique de la garantie implicite de l'Etat (rapport de Bercy disponible sur www.localnova-finance.fr/fr/credit/reglementation.html) tandis que les émissions obliga-

taires requièrent un sésame d'agences de notation suspendues à la plus que vraisemblable dégradation de la note de l'Etat Français. Il existe **pourtant de bonnes raisons d'espérer** et il est peut être temps d'imaginer un monde nouveau, celui où les contribuables et **épargnants français tisseront le lien naturel entre les impôts qu'ils payent et les équipements dont ils jouissent** en concourant directement à leur financement. Nos voisins européens le font tous, sans aucune exception, et pour certains, il s'agit même du modèle référent. Avec un réel succès du côté allemand, cela s'appelle le schuldschein (présentation disponible sur demande à contact@localnova.fr). Voilà donc une réponse à la crise actuelle dont les parlementaires de la prochaine législature pourraient utilement se saisir. Messieurs les élus, à vos marques car la faiblesse actuelle des rendements actions et des produits d'épargne pourraient en outre susciter la curiosité de nombreux épargnants. —

Siège social
LOCALNOVA S.A.S
6 rue de la Charité 69002 LYON
Tél : 09 72 29 39 33
contact@localnova.fr

Société agréée par l'AMF en qualité de
Conseil en Investissements Financiers

Directeur de la publication
Frédéric Maury
contact@localnova.fr
Direction artistique
Nuit de Pleine Lune
Iconographie
fotolia.fr

la finance en ligne
des acteurs publics
localnova